



## Projet de déclaration à la pré-rentrée 2021

### A utiliser, remanier, préciser en fonction du contexte de votre établissement (clg, Lyc, LP)

Les personnels de l'EN ont au cœur un projet d'Ecole de la République qui permette de faire réussir tous les élèves, les faire accéder à la culture, à l'esprit critique. C'est ce message que nous voulons porter en cette rentrée même si la politique menée contrarie gravement cette ambition.

En effet, alors que certains pays investissent dans les moyens (recrutements, matériel...) dans les classes pour faire face à la crise sanitaire, en France, nous faisons face à un affaiblissement du service public d'éducation.

- 1883 suppressions de postes dans le second degré à la rentrée 2021 pour 43 000 élèves de plus attendus (de surcroît après deux années de crise sanitaire où les inégalités scolaires se sont creusées – les élèves les plus en difficulté ont plus que jamais besoin de temps avec leur enseignant, donc de groupes réduits, de proximité, de temps d'apprentissage).
- plus de 6000 suppressions de postes d'enseignants pour plus de 85 000 élèves sur la durée du mandat.
- les conséquences de ces suppressions sont évidemment l'augmentation du nombre d'élèves par classe et l'imposition massive d'HSA pour les enseignants. Ce sont bien les conditions de travail pour les enseignants et d'apprentissage pour les élèves qui sont fortement dégradées.

Ces réformes sont insupportables, génèrent des inégalités et mettent fin à l'ambition nationale de l'Education.

Ces dégradations de nos métiers avec en moyenne une dévalorisation salariale de 28% depuis 1983 et un ministre qui fait des coups de communication ne changeront pas grand-chose.

Il est insupportable que l'Etat n'investisse pas dans les Services Publics pour répondre aux enjeux sociaux quand les profits sont démesurés. 57 milliards d'euros de profits pour le CAC 40 au 1<sup>er</sup> semestre 2021. Les dividendes versés aux actionnaires ont rejoint les niveaux d'avant crise avec 51 milliards en 2021 (en hausse de 22% / à 2020).

Malgré tout, les personnels continueront à s'engager et feront tout pour la réussite des élèves et une École publique de qualité. A ce titre, Le SNEP et la FSU réaffirment le besoin d'éducation pour toutes et tous, et le nécessaire accueil des populations menacées.

La défense du Service Public d'Education passe nécessairement par des mobilisations car les budgets alloués sont aujourd'hui très insuffisants. Dans ce cadre, le SNEP et la FSU, au sein de l'intersyndicale, appellent à un Plan d'urgence pour l'Éducation. Une journée de grève est prévue dès le 23 Septembre, il y a une vraie urgence à agir pour notre Ecole.